

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité.

Ecrits de prison, Le combat d'un Indien
Léonard Peltier
Ed Albin Michel 2000

Avant-propos de Ramsey Clark, avocat de Léonard Peltier et ancien ministre de la justice des Etats-Unis d'Amérique

Je crois pouvoir expliquer, sans doute aucun, que Léonard Peltier n'a commis aucun crime. Même s'il avait été coupable d'avoir tiré avec le fusil qui a tué les deux agents du FBI, et il est certain qu'il ne l'a pas fait, cela aurait été, quoi qu'il en soit, en état de légitime défense, et pas seulement pour défendre son peuple, mais pour le droit de chaque individu et de chaque peuple à être libéré de toute domination et de toute exploitation.

Pas un seul témoin crédible n'a vu Léonard prendre qui que ce soit pour cible, ce jour tragique de juin 1975 à Oglala, sur la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud.

Pourquoi Léonard Peltier était-il là ? Il était là pour protéger des gens, pour protéger son propre peuple qui se faisait assassiner !

Mais les crimes du gouvernement ne s'arrêtèrent pas là. Ils subornèrent notre système judiciaire dans son entier, en intimidant un témoin, une pauvre Indienne inconsciente qui témoigna être la petite amie de Léonard Peltier et l'avoir réellement vu tuer les agents. Ensuite, ils utilisèrent ce témoignage pour faire extradier Léonard du Canada, d'où il s'envola dans la crainte précisément d'un procès truqué dont il serait l'objet, de la part des tribunaux américains.

Son témoignage

Ce qui va suivre est mon propre testament, si tant est que je puisse le rédiger en de telles circonstances. Eparpillés parmi les éléments de mon journal, mes pensées les plus profondes, mes idéaux politiques et mes souvenirs personnels, se trouvent des éclats de pure réflexion sous la forme de poèmes, mais je ne les perçois pas vraiment en tant que poèmes : ce sont des flèches éloquentes, et je l'espère, curatives, lancées de mon cœur vers les vôtres. J'espère qu'elles atteindront leur but. Beaucoup de mes écrits ont été rédigés sur des bouts de papier, dans la pénombre de mes nuits de prison, et sont présentés ici pour la première fois. (...) En vérité, pour un homme emprisonné à cause d'un crime qu'il n'a pas commis, chaque instant est critique.

Ces vingt-trois dernières années, j'ai souvent fait l'expérience du trou dans différentes prisons fédérales, et cette punition reste, selon ma propre expérience, l'une des tortures les plus inhumaines.

Mais il nous reste le bruit, toujours le bruit. Je suppose que le monde extérieur est lui aussi bruyant la plupart du temps, mais ici chaque son est amplifié dans votre esprit. Le système de ventilation ronfle, gronde et siffle. Cliquetis et craquements d'origine inconnue, bruits de chasses d'eau et de canalisations résonnent à travers les murs. Sonneries et sirènes

vous tapent sur les nerfs. Des voix désincarnées, souvent inintelligibles, bourdonnent et grondent dans les haut-parleurs. Les portes d'acier grincent et claquent, encore et toujours, à longueur de journée. En bruit de fond permanent, il y a ce cœur de cris, de hurlements d'appels, de bredouillements déments et de rires. Un jour peut-être, vous réalisez que l'une de ces voix est la vôtre et là, vous commencez vraiment à vous faire du souci.

De temps en temps, ils vous déplacent d'une cellule à une autre et il s'agit toujours d'un événement important dans votre vie. Votre cellule est à peu près tout ce que vous avez, votre unique refuge. Telle la cage d'un animal, elle représente votre foyer.

J'ai un peu plus de cinquante-quatre ans aujourd'hui. Je suis donc ici depuis l'âge de trente et un ans. L'espérance de vie d'un Indien étant de quarante-cinq ans aux Etats-Unis, on m'a dit que je devrais vivre deux vies plus sept années pour voir le jour de ma libération, fixée en 2041. J'aurai alors quatre-vingt-dix-sept ans. Je ne crois pas que j'irai jusque-là.

Et pourtant, comme les anciens me l'ont enseigné, parler est mon premier devoir, ma première obligation envers moi-même et envers les miens. Parler selon son esprit et selon son cœur, c'est la manière indienne.

Ce livre n'est ni un appel ni une justification. Pas plus qu'il n'est une explication ou une excuse pour les événements qui, en 1975, ont frappé ma vie et de nombreuses autres vies et qui ont fait de moi, bien involontairement, un symbole des souffrances de mon peuple. Mais tous les miens souffrent et, à cet égard, je n'ai rien de spécial ou de particulier.

Je n'ai pas de regrets, seulement du chagrin. Je ne peux pas présenter d'excuses pour l'acte que je n'ai pas commis, mais je peux être triste et je le suis vraiment. Chaque jour, chaque heure, je pense à ceux qui sont morts lors de la fusillade d'Oglala en 1975 et à leurs familles, celles des agents du FBI, Jack Coller et Ronald Williams, mais aussi celle de Joe Killright Stuntz, tué par balle le même jour à Oglala. Sa mort, comme celle, à la même période, de centaines d'autres Indiens de la réserve de Pine Ridge, n'a jamais fait l'objet d'enquête. Mon cœur se serre au souvenir des souffrances et de la peur que connurent alors tant des miens, et ce sont ces souffrances et cette peur qui nous menèrent à Oglala ce jour-là, les autres et moi, pour protéger ceux qui étaient sans défense.

Je sais qui je suis et ce que je suis. Je suis un Indien qui a osé se lever pour défendre son peuple. Je suis un innocent qui n'a jamais tué quiconque et n'en a jamais eu l'intention. Et, oui, je suis un danseur du soleil. Cela aussi fait partie de ce que je suis. Si je dois souffrir comme un symbole de mon peuple, alors je souffrirai avec fierté.

Je n'abandonnerai jamais.

Je vous le jure, je suis seulement coupable d'être Indien. Voilà pourquoi je suis ici.

Péché « aborigène » (poème)

(...)

Nous les Indiens sommes tous coupables,
coupables d'être nous-mêmes.

On nous enseigne cette culpabilité dès notre naissance.

Nous l'apprenons consciencieusement.

À chacun de mes frères et à chacune de mes sœurs
je dis,

sois fier de cette culpabilité.

Tu n'es coupable que de ton innocence,

d'être toi même,
d'être indien,
d'être humain.
(...)

Je pense à Anna Mae Aquash, ma merveilleuse sœur micmac au sein de l'American Indian Movement. Elle devait témoigner en ma faveur au procès de Fargo mais elle a été assassinée dans le Dakota du Sud parce qu'elle était indienne et innocente. Sur ordre du FBI, ses mains ont été coupées et envoyées à Washington pour identification alors qu'ils savaient très bien de qui il s'agissait. C'était une profanation délibérée, une véritable agression à l'encontre de nos croyances religieuses avec la volonté de nous intimider jusqu'au plus profond de nous-mêmes.

Ma vie est une prière pour mon peuple

Dans le passé, j'ai été battu pour avoir commis l'immense crime de donner une moitié de mon sandwich à un autre détenu –je l'aurai bien mangé moi-même mais ma mâchoire était trop enflée, alors au lieu de le voir jeté, je l'ai donné à un autre gars qui avait faim. Ça m'a coûté deux côtes fêlées et une mâchoire encore plus endolorie que d'habitude.

Quand la douleur dans ma mâchoire devient insupportable, je ferme juste les yeux et je pense à la danse du soleil. Ça aide. Mon corps est peut-être enfermé ici, mais mon esprit vole avec l'aigle.

Chapitre 6

On ne s'habitue jamais à la vie en prison. Quand je dors, j'entends la voix de gens parfois morts depuis longtemps, comme mon père. Ces voix-là sont une torture. Se demander chaque jour, chaque heure, si on va jamais être libre, c'est une forme de torture très particulière.

La prison ne m'a pas empêché d'aider des gens. Tout au long de l'année, j'organise des collectes des vêtements, de nourriture et de jouets. Je soutiens les foyers pour femmes en difficulté et les programme Head Start. J'ai créé une bourse pour des étudiants en droit indiens, à l'université de New York, et j'ai fourni une partie des fonds destinés à un journal écrit par et pour des enfants indiens. Je suis le parrain de deux garçons au Guatemala et au Salvador. Je travaille sur l'amélioration des conditions du système de santé sur la réserve de Rosebud, et récemment je me suis impliqué dans la réforme économique de la réserve de Pine Ridge. Je viens de sponsoriser une course, en collaboration avec Food Not Bombs (« De la nourriture, pas des bombes »), pour acheter du riz, des haricots, du sucre et d'autres produits de première nécessité pour nos frères et sœurs indiens du Mexique qui luttent et se battent là-bas au Chiapas, pour leur existence, pour leur identité indienne. (...) C'est un combat continu. Bien sûr, je suis limité, dans mon action par ces murs.

Depuis des siècles, nos terres sacrées nous ont été, de façon systématique et répétée, enlevées par le gouvernement et le peuple des Etats-Unis et du Canada. Ils nous ont poussés sans pitié sur des réserves éloignées, sur ce qu'ils pensaient être une terre ingrate, sans valeur, essayant de nous balayer sur le tapis de l'Histoire. Mais aujourd'hui, cette prétendue terre ingrate est, de façon étonnante, devenue énormément appréciée alors que la technologie implacable de la société blanche continue son assaut déterminé sur notre Mère la Terre. L'homme blanc voudrait maintenant nous exterminer en tant que peuple et nous pousser hors

de nos réserves pour voler ce qu'il reste de ressources en minéraux et en pétrole. Ca n'a rien de nouveau pour lui de voler des non-Blancs.

Chacun de nous prend la parole ; c'est notre devoir envers notre peuple. C'est pourquoi chacun d'entre nous est un leader. C'est la manière indienne. C'est la véritable démocratie, pas une dictature des élites et des puissants qui se font élire et qui ensuite conclue des accords secrets dans le dos des gens en agissant pour leur compte. Ils n'ont aucune conviction, ces gens-là, à part leurs intérêts égoïstes. Ils ne s'inquiètent pas des autres, ni de la Terre, ni de la Septième Génération. Nous nous opposons à ces gens-là et au système qu'ils ont créé par et pour eux-mêmes. Nous croyons que beaucoup d'entre vous, gens de toutes races et de toutes nations, se joindront à nous dans cette opposition.

Il est impossible de raconter mon histoire personnelle, même dans cette version abrégée, sans me reporter à de nombreuses années avant ma naissance, le 12 septembre 1944. Il me faut remonter à 1890, 1868 et 1851 ainsi qu'à toutes les autres dates fatidiques qui ont marqué les relations entre les hommes rouges et les hommes blancs, et jusqu'aux jours les plus sombres de l'histoire de l'humanité : le 12 octobre 1492, début de notre « grand chagrin ».

Chaque fois que je pense à l'holocauste qui a eu lieu le 29 décembre 1890 à Wounded Knee, dans le Dakota du Sud, j'entends les voix des enfants qui pleurent de froid, de faim et de terreur. J'entends les plaintes et les gémissements des mères qui bercent leurs enfants agonisants.

Les histoires que m'ont racontées les anciens lakotas évoquent les souffrances inconcevables du chef Big Foot et de ses partisans affamés pendant qu'ils fuyaient au milieu de l'hiver âpre du Dakota, en route vers Pine Ridge, en ce terrible jour de décembre, exactement deux semaines après le meurtre injustifié de Sitting Bull, assassiné par trahison comme tant d'autres membres de notre peuple.

Big Foot et sa bande, fuyant pour sauver leur vie, ne savaient pas pourquoi on leur tirait dessus. Ils allaient chercher refuge auprès de la bande de Red Cloud à Pine Ridge. Le gouvernement prétendait avoir envoyé ses troupes pour nous empêcher de pratiquer la danse des Esprits, un rite purement religieux. Ce n'était, bien sûr, qu'un prétexte, et ils excellaient à trouver des prétextes pour nous attaquer. La véritable raison, c'est qu'ils voulaient faire passer leurs chemins de fer depuis les Blacks Hills, qu'ils nous avaient volés, jusqu'à Chicago et l'Est à travers ce qu'il nous restait de nos territoires, et que le traité de Fort Laramie signé en 1869 promettait de nous laisser « tant que l'herbe poussera et que les rivières couleront ».

Au milieu des années cinquante, une nouvelle génération d'Indiens –hommes et femmes- entreprit de protester avec une résolution et un militantisme accrus contre les violations de nos droits par le gouvernement fédéral.

À la fin des années soixante, nous avons découvert une ancienne loi stipulant que les Indiens avaient un droit de priorité sur les « surplus » de terres abandonnées par le gouvernement fédéral.

Nous avons donc décidé de mettre cette loi à l'épreuve –afin de savoir si les lois, quelles qu'elles soient, continuent à s'appliquer dès lors qu'il s'agissait d'Indiens. En Californie, au mois de novembre 1969, les Indiens occupèrent l'îlot d'Alcatraz, siège de la célèbre prison fédérale évacuée en 1963. Les occupants d'Alcatraz annoncèrent notre intention de faire de l'îlot le centre culturel des peuples indiens. (...) Quelques mois plus tard, en 1970, certains d'entre nous occupèrent également Fort Lawton, un fort abandonné à

l'extérieur de Seattle. Toutes ces lois furent menées pacifiquement. Nous ne cherchions pas la confrontation. Aucun de nous ne désirait perdre sa liberté et passer le restant de ses jours en prison. Nous ne faisons que demander l'application de l'une des lois des Etats-Unis.

Mais, inutile de le préciser, l'adversaire ne voyait pas les choses comme nous, surtout avec le climat de haine qui régnait à l'époque. On nous traita de « voyous », de « sales communistes » et d'« envahisseurs ». Des hommes, des femmes et même des enfants furent frappés. À Fort Lawton, le gouvernement nous envoya des soldats armés de mitrailleuses et de lance-flammes. Après notre arrestation, les soldats tripotèrent des femmes devant nous pour essayer de nous obliger à réagir, ce qui leur aurait fourni un prétexte pour nous tuer. Ceux d'entre nous considérés comme des leaders furent passés à tabac dans les cellules de la prison militaire à l'intérieur de la caserne. J'ai refusé de partir avant que tous les guerriers de notre groupe soient libérés, ce qui m'a valu des coups supplémentaires, car l'homme blanc se plaît à séparer les frères, à nous contraindre à moucharder, à créer la discorde entre nous, à nous tabasser à tour de rôle en riant et en déclarant que les autres nous ont déjà trahis, ce qui, bien entendu, est faux. C'est une vieille stratégie : diviser pour régner.

J'ai appris que la meilleure façon d'encaisser les coups, c'est de se détendre le plus possible tout en bandant les muscles de son ventre, puis de se protéger de son mieux la tête et les parties, et de penser à la danse du soleil. Certes, on souffre parfois tellement qu'on a l'impression qu'on va mourir, ou du moins demeurer infirme pour la vie –ce qui pourrait arriver- mais heureusement, d'une manière ou d'une autre, on survit. Nous, les Indiens, nous sommes des survivants. Ces souffrances me rendent simplement plus fort, plus déterminé. Ces souffrances sont celles de mon peuple, et je suis fier de les endurer pour lui.

Les événements d'Alcatraz et de Fort Lawton inspirèrent le peuple indien. Dans le Dakota du Sud, de jeunes guerriers –hommes et femmes- de dressèrent. Au début des années soixante-dix, les traditionalistes de la nation oglala lakota, sur la réserve de Pine Ridge, organisèrent des manifestations contre la pauvreté et les épouvantables conditions de vie. Les Indiens habitaient dans de vieilles carcasses de voiture et des cabanes branlantes –laissés pour compte par ce même gouvernement qui, au travers de sa propre Constitution avait juré de les protéger. Les plus horribles formes de racisme sévissaient ouvertement dans les villes voisines de la réserve, des villes où violer, frapper, torturer et même assassiner les Indiens était considéré comme un simple sport.

Mon activisme politique est né de l'ignominie du racisme et de la violence de la pauvreté que j'ai connues chaque jour en tant qu'Indien ayant grandi sur la réserve chippewa de Turtle Mountain et la réserve lakota de Fort Totten dans le Dakota du Nord.

Une enfance indienne

Comme la plupart des Indiens, j'ai plusieurs noms. Selon des traditions indiennes, on vous donne des noms tout au long de votre vie, et pas seulement à la naissance. Certains les reçoivent au cours de cérémonies de l'enfance, d'autres pour des occasions spéciales pouvant intervenir à tout moment. Chaque nom donne un nouveau sens à votre identité et à vos possibilités. Et chaque nom vous offre aussi un but à atteindre. Il vous indique la direction que vous êtes censé prendre dans votre existence. L'un de mes noms est Tate Wikuwa, ce qui signifie en langue lakota : « Vent-qui-chasse-le-soleil. » C'était le nom de mon arrière-grand-père. Un autre de mes noms, qui m'a été donné par mes frères canadiens, est Gwarth-ee-lass, ce qui veut dire : « Celui-qui-mène-le-peuple . »

Mon nom de baptême, encore que je ne me considère pas comme chrétien, est Léonard Peltier. Ce nom vient des trappeurs et voyageurs français qui ont traversé notre pays, il y a plus d'un siècle, et je tire une juste fierté de ces nobles origines.

Le peuple lakota/dakota/nakota –également connu sous le nom de sioux- est une grande nation parmi les nations. Nous, les Indiens, nous formons de nombreuses nations, mais un seul Peuple. Pour ma part, j’ai été élevé à la fois sur les réserves dakota et ojibway dans le pays que vous connaissez sous le nom d’Amérique.

Je voudrais dire en toute sincérité –et sans vouloir manquer de respect- que je ne me considère pas comme citoyen américain. Je suis natif de la grande Île Tortue. J’appartiens au Ikce Wicasa –le Peuple Commun, le Peuple Originel. Notre terre sacrée est occupée et nous sommes *tous* prisonniers, pas uniquement moi.

J’aime mon peuple. Si on doit m’accuser de quelque chose, c’est de cela : d’être un Indien. Pour ce crime –et seulement pour ce crime-, je plaide coupable.

Chose étrange, bien qu’opprimés par le même peuple, nous les Indiens, nous finissons souvent par nous battre entre nous pour les maigres avantages qu’on nous consent en prison ou au sein de la société en général. « Montez-les les uns contre les autres et laissez-les se battre pendant qu’on les dépouille. » Telle a été la stratégie de l’homme blanc durant cinq siècles et, croyez-moi, elle a donné d’excellents résultats ! Aussi, quand on est indien, il n’est pas nécessaire de devenir un criminel : on l’est déjà. L’innocence, nous ne connaissons pas.

Lorsque le plupart des gens traversent une réserve et voient une demi-douzaine d’épaves de vieilles bagnoles devant la maison d’une famille indienne, ils disent :
-Ces salauds d’Indiens, comment peuvent-ils vivre ainsi ? Pourquoi ne se débarrassent-ils pas de ces tas de ferraille ?

Tous ces gens, si prompts à juger, ne comprennent sans doute rien aux calculs savants qu’imposent la pauvreté. Ils ne se rendent pas compte que, lorsqu’on n’a pas les moyens d’acheter et de faire réparer une voiture, il est parfois nécessaire d’avoir six ou sept épaves dans sa cour pour pouvoir maintenir une vieille bagnole en état de rouler. Aux yeux des Indiens, ces épaves ont une valeur inestimable, elles représentent la seule possibilité de se procurer cette chose tellement indispensable, quasi sacrée, en pays indien : un moyen de transport. Perdu au fin fond de la réserve, sans voiture, on est complètement paumé. Quand la seule bagnole qui roule encore finira par tomber en panne, une des épaves fournira peut-être la pièce de rechange nécessaire pour que le père de famille puisse parcourir quotidiennement la bonne centaine de kilomètres qui le sépare de la ville et du boulot minable qui ne lui permet pas de nourrir les siens. Pour de telles familles, ces épaves qui pourrissent dans la cour sont une chance de survie.

Dans les sociétés indiennes traditionnelles, les grands-parents se chargeaient souvent de l’éducation des enfants ; le savoir ne se transmettait guère des parents aux enfants, mais plutôt des grands-parents aux petits-enfants. C’est une des raisons pour lesquelles nous honorons nos anciens. Dans notre culture, nous nous préparons durant la plus grande partie de notre existence à devenir un ancien.

Nous appelions grand-père Gramps, et grand-mère Gamma.

Les hivers étant rudes dans le Dakota du Nord, nous avons très vite souffert de la faim. Nous n’avions pas de pain, pas de lait, presque rien. J’ai fini par penser qu’il était normal d’avoir des crampes d’estomac.

Un jour de l’automne 1953, une grosse voiture noire officielle est venue nous chercher, nous les enfants, pour nous conduire dans un pensionnat du BIA (bureau des Affaires indiennes).

Les années que j'ai passées à Wahpeton, Dakota du Nord, ont été mes premières années de prison, et mon seul crime était d'être indien. Nous ne devions parler qu'anglais, et nous étions battus si on nous surprenait à parler notre langue ; ce qui ne nous empêchait pas de le faire quand même.

C'est durant le second mandat du président Eisenhower que le congrès a voté une loi organisant la liquidation (termination) des réserves indiennes, le déménagement des Indiens et leur réinstallation (relocation) loin de leurs terres, dans les villes. Brusquement, termination et relocation sont devenus les deux mots les plus importants et les plus terribles de notre vocabulaire. Pour nous autres Indiens, ces deux mots anglais étaient les plus sinistres qu'il soit possible d'imaginer ; deux mots qui recouvraient une agression caractérisée contre notre existence en tant que peuple, une tentative pour nous éliminer.

À la fin des années cinquante, mettant en application sa politique inhumaine, le gouvernement fédéral réduisit encore les allocations, déjà maigres, de vivres et de produits de première nécessité fournis aux Indiens des réserves –le pitoyable « paiement » prévu par les traités pour nous dédommager du vaste continent, de la terre sacrée qui nous avait été volée.

Les Blancs essayent de nous liquider depuis 1492. Ils n'ont jamais cessé de vouloir se débarrasser de nous, et je suppose qu'il en sera toujours ainsi. Les Indiens des réserves se sont vu offrir de l'argent pour aller s'installer dans des villes comme Minneapolis, Milwaukee, Cleveland, Chicago, Los Angeles, où tant de merveilleux taudis et de ruelles sordides les attendaient.

Comme beaucoup d'autres, nous avons fini par nous retrouver sans domicile. Nous n'allions pas tarder à être forcés de quitter la réserve pour rejoindre ces nouveaux « ghettos rouges » vers lesquels le gouvernement avait tellement envie de nous pousser. Certains jours, nous étions hébergés par des parents ; le reste du temps, nous dormions dans la voiture.

Une Ojibway, l'une de mes cousines, s'est dressée sous le coup de la colère –je n'oublierai jamais cet instant- et a lancé d'une voix forte mais brisée par l'émotion et les sanglots :

-Où sont nos guerriers ? Pourquoi ne se lèvent-ils pas pour défendre leur peuple qui meurt de faim ?

Un frisson m'a parcouru de la tête aux pieds. Cela a été pour moi une véritable révélation. Il existait quelque chose qui valait la peine qu'on y consacre sa vie, quelque chose de plus important que de mener notre petite existence égoïste au jour le jour, de plus important que notre misérable ego : notre Peuple. On pouvait effectivement se lever et combattre pour lui ! Je n'avais pas appris ça à l'école. Je n'en avais pas entendu parler à la radio. L'école et la société blanche dans son ensemble m'avaient appris par contre que j'étais censé avoir honte d'être indien, et que je devais, pour mon bien, me débarrasser au plus tôt de cette tare. « Tuer l'Indien pour sauver l'homme » était le mot d'ordre officiel. Et voilà que cette femme me provoquait jusqu'au plus profond de mon être en évoquant cette notion de « Peuple ». Oui, le Peuple, le Tiospaye, ce mot que les Sioux Lakotas emploient pour désigner la famille élargie, mais aussi, comme je l'ai appris par la suite, tous les Indiens, tous les peuples autochtones, tous les êtres humains de bonne volonté.

Aussitôt, j'ai fait vœu de devenir un guerrier, et de toujours œuvrer pour aider mon peuple ; un vœu auquel je me suis efforcé de demeurer fidèle.

Pendant une grande partie de la seconde moitié du xx^e siècle, le gouvernement a tenté de se débarrasser de nous en nous immergeant dans la masse multiraciale des individus rejetés par la société, mais résultat inattendu, le programme de relocation a permis à des idées nouvelles de circuler entre le monde extérieur et celui des réserves isolées. Appartenant à une classe sociale très défavorisée, les « Indiens des villes » ont rapidement acquis un sens politique développé, et nombre d'entre eux sont devenus des sympathisants –voire des militants- des innombrables mouvements qui naissaient alors dans la société tout entière.

L'American Indian Movement (AIM) est né de cette agitation. Créé tout d'abord à Minneapolis par Clyde Bellecourt, Dennis Banks et Georges Mitchell, tous ojibways- et tous diplômés de cette fameuse école indienne qu'est la prison d'Etat du Dakota du Sud.

Vers le milieu des années soixante, j'ai participé dans le Nord-Ouest à la lutte pour le droit de pêche des Indiens. À la fin des années soixante, je me suis investi activement dans le mouvement contre la guerre du Viêt-nam. En 1970, pendant l'occupation de l'île d'Alcatraz, nous avons revendiqué la restitution d'autres terres indiennes à Fort Lawton, près de Seattle. Nos modes d'action, notre stratégie nous étaient dictés par l'exemple et le message de leaders de l'AIM comme Dennis Banks, John Trudell, Russell Means, Eddie Benton-Banai et Clyde et Vernon Bellecourt.

Loin des réserves et du regard de notre Grand Frère, le BIA, nous avons acquis une conscience politique.

Une nouvelle génération de guerriers était en train de naître et se dressait au milieu du borbier racial des villes américaines ; des hommes et des femmes jeunes, décidés, intelligents, responsables, éloquents, et ne manquant pas d'audace, prêts à se battre pour cette idée nouvelle et ambitieuse : le Peuple. Oui, le Peuple. Ce n'était pas du communisme. Nous n'avions rien à foutre des communistes. Ce n'était pas de l'anti-américanisme. Nous n'attendions rien de l'Amérique, si ce n'est qu'elle respecte ses propres lois, sa propre Constitution.

Le gouvernement a finalement renoncé à sa politique de *termination*, un échec total. Cela ne marchait pas et ne servait qu'à nous rendre plus forts, plus endurcis. La politique de *termination* a donc été abandonnée, mais nous savions que le gouvernement se ressaisirait vite et chercherait d'autres façons, plus subtiles, de nous détruire.

L'AIM n'est pas une organisation. L'AIM est, comme son nom l'indique clairement, un mouvement. À l'intérieur de ce mouvement, les organisations vont et viennent. Il n'est dirigé ni par une seule personne, ni par un groupe en particulier. Il ne doit pas être assimilé à un individu ou à un groupe d'individus –aussi remarquables ou indignes soient-ils- qui marcheraient sous sa bannière. L'AIM, c'est le Peuple. L'AIM existera encore alors que nous aurons tous disparu. À chaque génération, l'AIM verra se dresser de nouveaux leaders. Crazy Horse faisait partie de l'AIM. Sitting Bull faisait partie de l'AIM. Ils sont des nôtres et nous sommes des leurs. Ils sont à nos côtés en ce moment même.

Pendant toutes ces années, j'ai entendu bien des critiques sur les désaccords fréquents existant entre les leaders et les porte-paroles de l'AIM... Sur des hommes comme Dennis Banks, Leonard Crow Dog, Eddie Benton-Banai, les frères Means, les Bellecourt, John Trudell et les autres. Je peux dire qu'aucun d'entre eux n'était –ou n'est- parfait, pas plus que je ne l'étais ou je ne le suis. Mais je peux également affirmer que ces hommes se sont battus pour notre peuple chaque fois que cela a été nécessaire. (...) Quels qu'aient été ou quels que

soient leurs défauts, nous devons respecter ces hommes. Ils ont changé le cours de l'histoire. Ils ont fait de nous des hommes fiers, confiants en eux-mêmes, ce dont nous avions si désespérément besoin. Ils ont offert leur vie pour leur peuple, et ils nous ont appris à faire de même. Ils ont prouvé que nous existons.

J'aimerais souligner un autre point : il n'existe pas de subalternes à l'AIM. Nous sommes tous des leaders. Chacun de nous est une armée en soi, et nous luttons tous pour la survie de notre peuple et de la Terre, notre Mère. Ce n'est pas de la rhétorique, mais notre engagement. Voilà qui nous sommes.

En novembre 1972, nous avons décidé d'organiser une manifestation de masse et d'aller présenter à Washington nos revendications concernant les droits des Indiens. Nous avons donné à cette manifestation et à cette marche à travers tout le pays le nom de « Piste des Traités violés ». (...) Ce qui aurait dû être une réunion pacifique s'est transformée en un sit-in improvisé lorsque les fonctionnaires du gouvernement, revenant sur leur promesse de nous recevoir, ont essayé de nous faire chasser du bâtiment du BIA par des agents du service de sécurité. Quand ces derniers ont commencé à se montrer brutaux avec nos femmes et nos anciens, le sit-in a viré à la confrontation.

Nous n'étions pas disposés à tourner le dos et à fuir. L'esprit de Crazy Horse nous accompagnait. Nous avons pris possession du bâtiment du BIA, situé en plein centre de Washington, et, après avoir laissé les employés partir tranquillement, nous l'avons occupé pendant cinq jours –provoquant l'indignation des Américains qui, comme d'habitude, étaient mal informés sur les événements qui se déroulaient et leurs raisons. La presse nous a décrits comme des « casseurs », des « voyous », de « dangereux militants ». Oui, nous avons « saccagé » le bâtiment du BIA en cherchant des dossiers qui apporteraient la preuve de la duplicité du gouvernement dans ses relations avec les Indiens –et nous en avons trouvé beaucoup. Nous avons entassé des bureaux et tout ce qui nous tombait sous la main pour dresser des barricades afin de nous défendre contre l'assaut que les forces de l'ordre menaçaient de lancer. Nous avons brisé les vitres des fenêtres qui ne s'ouvraient pas, de façon à ne pas être asphyxiés par d'éventuelles grenades lacrymogènes.

À l'extérieur, des policiers et des hommes du SWAT (Special Weapons and Tactics : Groupe d'intervention qui correspondrait à notre GIGN) avaient pris position.

Devant tant de détermination, le gouvernement a hésité. Faire massacrer quatre cents Indiens à seulement quelques rues de la Maison-Blanche, quelques jours avant l'élection présidentielle de 1972. Impossible ! Le FBI a décidé d'en rester là pour le moment et de nous traquer plus tard, un par un. Et c'est exactement ce qu'il a fait. C'est alors que mon nom en tant que chef du service d'ordre durant l'occupation du bâtiment du BIA est apparu en tête de leur liste secrète. J'ai été fiché comme « agitateur de l'AIM » et « meneur extrémiste ».

Le gouvernement s'est enfin décidé à négocier avec nous, mais uniquement pour mettre un terme à l'occupation du bâtiment du BIA, et certainement pas pour prendre en compte notre liste de revendications. Nous avons pourtant eu le sentiment de marquer un point : nous existons ! Nous venions de le prouver. Le gouvernement a promis d'examiner notre liste de revendications –ce qu'il n'a jamais fait- et de ne pas engager de poursuites à notre encontre pour l'occupation du bâtiment du BIA. –promesse non tenue, comme les autres.

Après l'occupation du BIA, je suis retourné à Milwaukee. Je m'y étais installé en 1972 et y étais responsable de l'emploi pour le compte de la section locale de l'AIM. Je trouvais du travail dans les syndicats pour les Indiens, participais à un programme de réinsertion pour alcooliques.

Nous avons nos guerriers et nos chefs de paix : la tâche des uns comme des autres est sacrée. Mais au-delà de ces considérations, sur un plan personnel, tout Indien est à la fois guerrier et chef de paix. Oui, nous avons tous pour but la paix, et même la réconciliation avec la société dominante, mais chacun d'entre nous est aussi disposé et déterminé à combattre jusqu'à la mort pour la survie de notre peuple. Tout Indien, qu'il soit homme ou femme, enfant ou ancien, est un guerrier-esprit.

Ils ont fini par annoncer qu'ils étaient de la police, m'ont passé les menottes dans l'établissement puis traîné à l'extérieur et jeté la tête la première à l'arrière d'un fourgon qui était déjà dehors à les attendre. Quand ils m'ont fouillé, ils ont trouvé un vieux Beretta hors d'usage que je venais d'acheter vingt dollars à un gars en espérant pouvoir le réparer. Par la suite, ils ont prétendu que je l'avais pointé sur eux et que j'avais essayé de tirer à plusieurs reprises à bout portant mais qu'il s'était enrayé. C'était faux évidemment, et cela m'a valu l'inculpation mensongère de tentative d'homicide.

Voilà comment ils s'y prennent. Ils nous repèrent, nous tendent un piège, nous arrêtent, nous rouent de coups, nous collent une accusation bidon sur le dos, nous traînent devant les tribunaux puis en prison, nous appauvrissent en nous obligeant à payer des frais de justice, même si nous n'avons absolument rien fait. Nous avons appris plus tard que le FBI appelait cette stratégie la « neutralisation ».

Alors même que je demeurais les poignets liés, cinq mois durant, dans une prison de Milwaukee, sous le coup de cette fausse accusation, la situation tourna à l'affrontement sur la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud. L'occupation et le siège de Wounded Knee avaient commencé le 27 février 1973. J'aurais bien voulu en être.

Ce n'est qu'en 1978, date à laquelle j'avais déjà été reconnu coupable et envoyé en prison sous le couvert d'autres fausses accusations consécutives à la fusillade d'Oglala en 1975, que j'ai été jugé pour cette première accusation bidon de tentative d'homicide involontaire à Milwaukee. J'ai été reconnu non coupable. Les manipulations gouvernementales avaient été en l'occurrence si évidentes et si maladroites que le jury m'a acquitté.

À cette date-là, bien sûr, j'étais sous les verrous depuis déjà trois ans pour les autres chefs d'accusation inventés. Le premier coup monté avait fait de moi un fugitif et m'avait propulsé sur la liste des dix criminels les plus recherchés par le FBI.

Des années plus tard, des documents mis au jour par mes avocats au titre de la loi sur le libre accès à l'information ont révélé le complot fomenté par le FBI : il consistait à demander aux forces de police locales de mettre les chefs de l'AIM « sous étroite surveillance » (...), les arrêter sous la première inculpation possible (...) ». Nous devons clairement, selon l'expression même choisie par l'agence fédérale, être « neutralisés ». Ce qui explique l'agression dirigée à mon encontre par les deux policiers de Milwaukee. Mais il ne faisaient que leur travail : s'associer à une conspiration illégale du pouvoir fédéral pour faire emprisonner sous des accusations mensongères, quand ce n'était pas assassiner purement et simplement, une génération entière de militants indiens. Et c'est exactement ce qu'ils ont fait.

Depuis cette époque, l'extraction de l'uranium (à laquelle nous nous étions, au début des années 1970 opposé à un prix exorbitant) s'est poursuivie de manière insidieuse. Aujourd'hui les Lakotas boivent une eau contaminée et connaissent un taux de fausses couches et d'avortements spontanés sept fois plus élevé que la moyenne nationale. Nos Blacks Hills sacrées, d'après le plan principal, devaient être déclaré « zone sacrifiée au développement national »... Au bout du compte, si ce plan devait être appliqué, elles seraient entourées par plus d'une douzaine d'usines géantes fonctionnant au charbon, et vingt-cinq réacteurs nucléaires. Un réseau de lignes à haute tension traverserait les réserves de Pine Ridge et de Rosebud pour acheminer cette énergie vers l'Est. Des recours ont été déposés devant les tribunaux pour lutter contre le terrifiant impact que cette monstruosité nucléaire ne pourrait manquer de causer à l'environnement, et ils ont heureusement freiné la promulgation de ce projet. La chute du prix de l'uranium, due à la fin de la Guerre Froide, a aussi joué un rôle. Mais quand le marché de l'uranium repartira à la hausse, gare. Les intérêts financiers, dans le domaine de l'énergie, attendent leur heure et le moment propice pour relancer leur action de plus belle.

Pour moi il n'y a absolument aucun doute : les motivations réelles qui se cachaient derrière Wounded Knee II, les événements d'Oglala, et la majorité des troubles dans tout le pays indiens depuis le début des années soixante étaient (et sont toujours) l'œuvre des compagnies d'exploitation minière. Celles-ci essaient de museler l'AIM et tous les Indiens traditionalistes qui ont tenté de protéger la terre, l'eau et l'air de ces vols et de ces déprédations.

En faisant intervenir les relations voulues, ces compagnies sont parvenues à alimenter les craintes gouvernementales sur des « ennemis intérieurs » et à s'adjoindre les forces du FBI et du BIA, deux agences fédérales qui sont tenues par la loi de nous protéger, et non de nous détruire. Je pense que le FBI a vraiment cru que nous représentions un danger pour l'intérêt national, durant cette période d'intense paranoïa. Néanmoins, s'il était réellement concerné par l'« intérêt national », pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ouvert une enquête sur les agissements des compagnies qui ont été les initiatrices de ces troubles ? La seule chose que nous ayons jamais mise en péril, ce sont les profits des multinationales de l'industrie énergétique qui considéraient nos Blacks Hills sacrées comme leur nouveau fief de production d'énergie. Et les seuls à s'y opposer étaient quelques « sales » Indiens entêtés qui insistaient bêtement pour que les traités soient honorés et que la Constitution américaine reste garante de la loi du sol.

J'étais fier d'être l'un de ces « sales Indien » et je le suis resté. C'est bien comme cela que l'on m'a appelé, durant toute ma vie durant.

26 juin 1975, à Oglala

J'ai tiré quelques balles au-dessus de la tête des assaillants, en essayant de ne rien toucher, ni homme, ni chose, rien que pour leur montrer que nous disposions de quelques moyens de défense : ils n'allaient quand même pas débarquer là pour nous massacrer sans résistance.

Des escouades de GOONs terrorisaient la population indienne depuis des mois avec, presque quotidiennement, des coups de feu tirés depuis des voitures de passages, des tabassages, des meurtres purs et simples, des incendies des maisons des anciens et des militants de l'AIM. C'est précisément la raison pour laquelle les anciens lakotas nous avaient appelés, afin de les défendre contre les assauts des GOONs, qui servaient dans les brigades de

choc paramilitaires du FBI, du bureau des Affaires indiennes et du conseil tribal (vendu à l'ennemi).

Il nous a fallu un moment pour comprendre que les conducteurs des deux voitures rutilantes étaient apparemment déjà morts, affalés derrière leur véhicule dans des flaques de sang, et qu'il ne s'agissait pas de GOONs mais d'hommes du FBI.

Ses hommes (FBI) ont fabriqué des douilles de balle, des percuteurs, des fusils entiers, tout et n'importe quoi pour me coller ce meurtre sur le dos, même s'ils ont reconnu par la suite, lors des recours en appel de 1985, qu'ils n'avaient aucune idée de l'identité de ceux qui avaient tué leurs agents.

Souvenez-vous, le peuple de Big Foot s'était rendu. Mais les Blancs avaient abattu les anciens, les femmes et les enfants, comme à Wounded Knee en 1890, en se délectant de leur ouvrage, à cause d'une provocation bien moindre. J'ai eu l'absolue conviction que notre destin serait identique

C'est pratiquement une armée – policiers, GOONs, membres des brigades d'interventions, vigilants, soldats de l'armée américaines en civil, tous y étaient- qui était embusquée à proximité, encerclant la propriété des Jumping Bull au moins vingt minutes avant que les deux voitures des agents arrivent en trombe et que la fusillade commence. Le raid avait été préparé de longue date. Peut-être s'imaginaient-ils qu'ils pourraient débarquer en force et nous éliminer après que les agents auraient déclenché notre riposte, leur donnant ainsi l'excuse dont ils avaient besoin. Il n'existait apparemment pas de moyen de nous sortir de là.

Et pourtant, malgré l'encercllement par des centaines de représentants de la loi, chacun de nous est parvenu à se dégager de la zone de mort – à l'exception de ce pauvre Joe Killright Stuntz, un petit jeune de vingt et un an.

Une vie en enfer

Fin 1975, quatre Indiens furent inculpés et accusés de la mort des deux agents. J'étais l'un de ces quatre.

Mes frères de l'AIM, Dino Butler et Bob Robideau, furent finalement capturés, accusés à tort du meurtre de deux agents du FBI, puis jugés à Cedar Rapids, Iowa, en juillet 1976. À cette époque, j'étais emprisonné au Canada et je luttais pour ne pas me faire extradier vers les Etats-Unis.

Après l'acquittement de Butler et Robideau, je devins le dernier accusé à qui ils pouvaient faire porter le chapeau

Quelqu'un devait payer pour la mort de ces deux agents, même si les fédéraux ignoraient qui les avaient tués – ainsi que les procureurs eux-mêmes le reconnurent plus tard. Ils voulaient du sang indien et je devins ce bouc émissaire, l'homme qu'ils avaient piégé tout du long.

Je fus arrêté dans l'ouest du Canada le 6 février 1976, date à partir de laquelle ma condamnation commença officiellement. Après m'être caché pendant plusieurs semaines dans le Dakota du Sud, j'avais franchi clandestinement la frontière canadienne pour vivre avec quelques frères autochtones, envers lesquels je serai toujours reconnaissant, dans les montagnes Rocheuses de l'Alberta. Je passai presque toutes ces années-là en prison à Vancouver, tout en luttant contre une éventuelle extradition vers les Etats-Unis. Le FBI était prêt à tout, mesures illégales comprises, pour remettre la main sur moi après l'acquittement de

Butler et de Robideau à Cedar Rapids, et il ne recula devant aucune turpitude pour arriver à ses fins. Par exemple, il soumit aux tribunaux canadiens les dépositions d'une femme nommée Myrtle Poor Bear qui prétendait être le « témoin oculaire » de la mort des deux agents ainsi que mon ancienne petite amie. Mieux, elle affirmait que j'étais le père de ses enfants. Si quelqu'un a jamais soutenu un mensonge éhonté dont vous avait fait les frais, - mensonge pris pour la vérité par tous ceux qui l'entendaient-, alors vous aurez une vague idée de ma colère et de mon écoeurement ce jour-là, pendant l'audience d'extradition, quand j'entendis dans ce tribunal canadien les élucubrations qu'ils avaient mises dans la bouche de cette pauvre femme. Les déclarations de Poor Bear à mon sujet firent la une des journaux de Vancouver.

Depuis lors, ses dépositions ont été officiellement déclarées mensongères et des fonctionnaires canadiens élus ont exigé mon retour au Canada, en exprimant leur violente réprobation devant les stratagèmes honteux mis en œuvre par le gouvernement américain pour obtenir mon extradition.

En tant que supposé « tueur de flics », j'ai eu droit dès le début à des attentions toutes particulières. (...) Pendant quelques minutes j'ai été certain qu'ils allaient me tuer. Seule l'intervention du sergent de la Police montée qui m'avait amené là me sauva cette fois-là. Oui, il y a de bons flics, et beaucoup. Mais il y aura toujours les autres, aussi. On apprend très vite, entre quatre murs, qu'on est à la merci du moindre sadique, et que ces sadiques manquent rarement à l'appel.

Ma propre cellule, mon univers personnel et apparemment éternel, faisait un mètre cinquante de large sur trois de long –des dimensions standard presque partout, ainsi que je l'ai découvert. (...) Lorsque mes avocats commencèrent à déposer des requêtes auprès du tribunal et qu'ils convainquirent des représentants d'ambassades étrangères de me rendre visite dans ma cellule, mes conditions de vie s'améliorèrent ; j'avais droit à des livres, du matériel de dessin et de peinture, des journaux et même une télévision installée directement devant ma cellule, dans ma zone d'exercice, soit un espace long de huit mètre et large de cinq. J'appris plus tard que je bénéficiais alors exactement du même traitement qu'un condamné du couloir de la mort.

Certains gardes de Oakalla semblaient avoir au moins un minimum de sympathie pour la cause indienne et ils me parlaient avec respect. Mais, comme d'habitude, d'autres types essayaient presque tous les jours de provoquer des incidents et menaçaient de me mettre au trou. Ils me faisaient rire ! Car j'avais très vite appris que le trou n'était guère pire que mon lieu de détention présent, et même à certains égards plus agréable.

Les gardes adoraient me tourmenter, surtout en m'injuriant. Ils discutaient entre eux – de manière à ce que je puisse les entendre : ils traitaient les Indiens de demeurés crasseux, prétendaient que nos femmes étaient laides et vénales, que nos enfants étaient des attardés qu'on aurait dû rassembler pour les abattre comme des chiens errants. (...) Je refuse d'être leur victime. Je ne suis pas une victime. Je suis un guerrier. J'accepte ma souffrance, qu'elle soit intérieure ou physique, comme un guerrier, sans gémir, sans pleurnicher, comme nous l'apprenons pendant la danse du soleil. Cette danse nous permet d'affronter le monde, de nous endurcir contre la souffrance comme un bâton calciné est durci à l'épreuve du feu.

Dans une prison, un taulard bénéficiant d'un statut privilégié m'apprit que les gardiens avaient uriné dans ma nourriture. Quand je renvoyai mon plat par la fente de la porte, ils le repoussèrent vers moi en criant :

-Mange ça ou crève, espèce de merde !

Bien décidé à mourir de faim plutôt que de manger cette horreur, je la renvoyai par la porte. Ils me retournèrent aussitôt le plat. Quand je le renvoyai de nouveau, le shérif et une demi-douzaine de gardiens se rassemblèrent devant ma cellule. (...) Ils se mirent à hurler, à me cracher dessus, à brandir le poing vers moi. Je hurlai moi aussi, je leur crachai dessus et j'attendis qu'ils approchent encore.

Après plusieurs mois d'isolement, on m'autorisa enfin une brève visite de ma famille, un entretien par téléphone derrière une paroi en verre.

Le 1^{er} juin 1977, à neuf heures du matin, j'entendis le président du tribunal de Fargo m'annoncer ma double condamnation à perpétuité.

-Tu es mort, raclure de bâtard d'Indien, tu ne sortiras jamais vivant d'ici. On va y veiller. On va te piéger d'une manière ou d'une autre, t'inquiètes pas pour ça. Pourquoi que t'essaies pas de te barrer, espèce de sale trouillard ? Vas-y ! Fais de moi un héros. Hé, si je t'élimine j'aurai une promotion !

Plus il distillait sa haine vers moi, plus je devenais fort. C'est une chose qu'on apprend sur ce type de haine : elle vous donne la force de la surmonter. Les esprits qui m'habitent me hurlèrent de rester fort, de combattre cette rage et cette peur qui m'affolait complètement, de retrouver mon sang-froid avant que je perde tout respect envers moi-même et que je devienne la victime tremblante et gémissante qu'il désirait.

Ainsi commença la longue, très longue période confuse de ma vie carcérale. Je ne vous ennuierez pas avec mes innombrables transferts entre Leavenworth et d'autres prisons fédérales, les retours à Leavenworth et les nouveaux départs –Terre Haute, Marion, Springfield, Atlanta, etc., chacune d'elles accompagnée de son cortège d'horreurs spécifiques, immenses ou banales.

Ma condamnation était entièrement fondée sur des preuves factuelles, la plupart entièrement fabriquées, incluant la prétendue arme du crime qui n'avait jamais été la mienne et n'avait rien à voir avec les événements d'Oglala. Le FBI le savait bien, puisqu'il avait lui-même fabriqué l'ensemble de toutes pièces, comme leurs propres dossiers le montrèrent par la suite.

Tout ce procès était complètement absurde, une parodie, une fabrication évidente comme bien d'autres choses. Pendant ce temps, l'accusation publique lançait des mensonges sans fin, des preuves fabriquées et des faux témoins, et le juge permettait tout cela. C'était le système judiciaire américain dans ce qu'il y a de pire, ridiculisant et même crachant sur les principes mêmes de vérité, d'équité et de justice sur lesquels il est censé être fondé.

Ces jurés, dont on rit et se moque si souvent, sont les gardiens mêmes de l'ensemble du système judiciaire américain et donc de la démocratie américaine elle-même. Ils pouvaient –et c'était même leur devoir- non seulement libérer un innocent mais aussi contrer toute cette illégalité gouvernementale.

La huitième chambre fédérale d'appel, lors des auditions de 1986 pour un nouveau procès, a reconnu qu'il y avait fabrication de preuves à charge, rétention de preuves à décharge, contrainte de témoins et conduite incorrecte de la part du FBI.

Le juge d'appel qui entendit la déposition du procureur rejeta cependant mon appel, arguant que, même si aucune parcelle de preuve crédible ne demeurerait pour prouver ma culpabilité, j'étais tout de même coupable « d'assistance et d'incitation » au meurtre, lors de la mort des deux agents, simplement pour avoir été chez les Jumping Bull ce jour-là et que donc je resterais derrière les barreaux pour ces deux peines d'emprisonnement à vie. (...) Puis ce même juge qui avait rejeté mon appel se présenta des années plus tard et déclara que le gouvernement était au moins « également responsable » pour les morts de ses propres agents et écrivit même une lettre au président Reagan l'exhortant à commuer ma peine.

On me dit au dernier décompte, que plus de vingt-cinq millions de personnes sur cette Terre Mère ont pris la peine, dans le cours de leurs vies industrielles, de signer une pétition pour ma libération. Je suis reconnaissant envers chacune d'elles.

Je fus averti d'un projet d'assassinat par l'homme même qui était censé l'accomplir, un prisonnier détenu lui aussi à Marion (prison de haute sécurité dans l'Illinois), un être humain formidablement courageux –Robert Standing Deer Wilson. Sous une extrême contrainte, il avait accepté à contrecœur de faire leur sale boulot et « d'avoir Peltier ». En échange, ils lui avaient promis d'abandonner des charges de meurtre contre lui et de veiller également à ce qu'il obtienne le traitement médical dont il avait un besoin désespéré.

Mais après avoir accepté leur plan, Standing Deer n'avait pu se résoudre à le mettre en pratique. Il est venu et m'a raconté tout le complot. Après coup, je pense que c'est exactement ce qu'ils voulaient le voir faire –me plonger dans un état de crainte tel pour ma vie que je tente de m'évader. Ainsi je pourrais aisément être abattu pendant l'évasion.

Rétrospectivement, je regrette profondément d'avoir essayé. C'était un piège et j'y suis tombé. Je suis marqué à jamais par le fait que deux de mes camarades, qui se joignirent à l'évasion de 1978 uniquement pour m'aider, en ont payé le prix –Dallas Thundershield, abattu par derrière dès que nous sommes sortis, et Bobby Garcia, retrouvé mort deux ans plus tard dans l'unité médicale de la prison fédérale de Terre Haute, Indiana. Ils ont prétendu qu'il s'était pendu.

J'ai uniquement tiré de loin, comme plus d'une douzaine de défenseurs, et j'ai tiré non pas pour tuer, mais pour maintenir à distance ces envahisseurs inconnus et tous ceux qui tiraient, pendant que nous tentions de nous échapper. Je n'essayais pas de prendre des vies mais d'en sauver. J'avais des femmes, des enfants, des anciens sous ma responsabilité. J'ai fais de mon mieux pour les défendre, pour essayer de les secourir.

L'*inipi* n'a été autorisé qu'après des années et des années de lutte devant les tribunaux qui ont fini par décider que les détenus indiens avaient au moins des droits religieux limités, comme pratiquer l'*inipi* et posséder une pipe et un sac-médecine.

Je peux vous dire ceci : nous les Indiens, ne demandons pas la vengeance, ni même ne la voulons. J'évite les accusations, car je sais trop bien ce que c'est d'être accusé. J'écarte les condamnations, car je sais ce qu'être condamné veut dire. Nous ne recherchons pas la vengeance, mais la réconciliation et le respect mutuel parmi les peuples. Nous appartenons peut-être à des nations différentes, mais nous sommes partie intégrante de la même société et nous partageons la même terre. Nous voulons tous la justice, l'égalité et l'équité.

Il est vrai que l'on ne peut pas changer le passé. Personne ne peut ramener les morts. Mais nous pouvons faire un geste pour les vivants. Il est essentiel d'accorder une réparation économique aux Indiens, de leur restituer les sites et les territoires qui ont une valeur

historique. Les ressources naturelles issues des terres prises en violation des traités doivent être partagées équitablement.

*

Note : Pour apporter votre soutien à Léonard Peltier en France, contactez :
Groupe de soutien à Léonard Peltier
c/o C.S.I.A
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tel : 01 43 73 05 80

DECLARATION PRELIMINAIRE DE LEONARD PELTIER À FARGO, DANS LE DAKOTA DU NORD, LE 1^{er} JUIN 1977

(...) Enfin je crois honnêtement que vous avez décidé depuis longtemps que j'étais coupable, et que vous me condamneriez à la peine maximale autorisée par la loi. Mais cela ne me surprend pas, car vous êtes un fonctionnaire de haut rang de la Constitution blanche américaine raciste, qui affirme constamment « nous croyons en Dieu », alors qu'elle est occupée à assassiner mon peuple et à essayer de détruire notre culture.

La seule chose dont je sois coupable, et pour laquelle j'ai été condamné, est d'être chippewa et sioux- et de croire en notre religion sacrée.